



14, passage Dubail 75010 PARIS
T. +33 (0)1 40 36 41 46
contact@plateforme-palestine.org
www.plateforme-palestine.org

A l'attention de :
Monsieur le Président de la République
François Hollande
Palais de l'Elysée
55, rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Paris, le 2 mars 2017

Monsieur le Président de la République,

En cohérence avec leur vote de 2014, quelque 190 éluEs de plusieurs groupes politiques des deux assemblées viennent de vous adresser une lettre vous demandant reconnaître l'Etat de Palestine.

Nous réitérons également la demande que nous vous avons soumise en ce sens.

Comme souligné dans notre lettre du 31 janvier 2017 ainsi que dans celle des parlementaires, une période d'incertitude s'ouvre quant à la question palestinienne. Dès sa prise de fonction, Donald Trump a remis en cause la position de principe des Etats-Unis de soutien à la solution à deux Etats. Le parlement israélien vient de « légaliser » la confiscation, par l'Etat israélien, des terres privées palestiniennes sur lesquelles sont construites les colonies sauvages en territoire occupé, un pas décisif vers l'annexion de la Cisjordanie.

Nous avons pris connaissance de votre réponse à la demande de nos éluEs, qui rappelle l'engagement officiel de la France mais ne répond pas à notre préoccupation. Reconnaître l'Etat de Palestine, c'est contrebalancer les politiques de fait accompli sur le terrain et créer un état de fait différent en lui accordant un statut officiel.

Reconnaître la Palestine est un premier pas indispensable vers la négociation entre partenaires égaux ; vers la solution à deux Etats prônée par la France et les 70 pays invités à la conférence internationale pour la paix au Proche-Orient le 15 janvier dernier, dont vous soulignez justement l'importance.

Reconnaître la Palestine, c'est également honorer l'engagement numéro 59 de votre programme de gouvernement et accéder aux demandes des résolutions de l'Assemblée nationale et du Sénat susmentionnées, adoptées les 2 et 11 décembre 2014. C'est, en se positionnant comme un garant du droit international, se conformer aux obligations des Etats et agir dans l'intérêt des Israéliens autant que dans celui des Palestiniens.

Enfin, cette démarche hautement symbolique en cette année de commémoration d'une longue série d'événements dramatiques pour la Palestine restera dans l'histoire comme une initiative positive marquante de votre mandat. Les 40 organisations de la société civile française que nous représentons vous demandent, Monsieur le Président, de ne pas manquer cette opportunité historique et de reconnaître au plus vite l'Etat de Palestine.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre haute considération.

Membres : Amani, Artisans du Monde (Fédération), Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP), Association France Palestine Solidarité (AFPS), Association pour les jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF), Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (Ceméa), Cimade, Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP), Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire (CCFD-Terre Solidaire), Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens (CBSP), Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR-PO), Comité Gaza Jérusalem Méditerranée, Enfants Réseau Monde/ Services (ERM/SERVICES), Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT), Génération Palestine, Ligue des Droits de l'Homme et du citoyen (LDH), Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté - section française (LIFPL), Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Mouvement de la Paix, Mouvement International de la Réconciliation (MIR), Mouvement pour une Alternative Non violente (MAN), Pax Christi France, Secours Catholique-Caritas France, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement (SIDI), Terre des Hommes France, Union Juive Française pour la Paix (UJPF). **Observateurs :** Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT-France), Afran-Saurel, Agir ensemble pour les droits de l'Homme (AEDH), Amnesty International France, Association Pour Jérusalem, Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), Collectif judéo-arabe et citoyen pour la Palestine, Fédération Nationale des Francas, Groupe d'Amitié Islamo-Chrétienne (GAIC), Handicap International, Médecins du Monde France, Première Urgence Internationale (PUI), Réseau d'information pour le développement et la solidarité internationale (RITIMO).



Claude Léostic, Présidente de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine

Membres : Amani, Artisans du Monde (Fédération), Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP), Association France Palestine Solidarité (AFPS), Association pour les jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises (AJPF), Centre d'études et d'initiatives de solidarité internationale (CEDETIM), Centres d'Entraînement aux Méthodes d'Education Active (Ceméa), Cimade, Collectif Interuniversitaire pour la Coopération avec les Universités Palestiniennes (CICUP), Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire (CCFD-Terre Solidaire), Comité de Bienfaisance et de Secours aux Palestiniens (CBSP), Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR-PO), Comité Gaza Jérusalem Méditerranée, Enfants Réseau Monde/ Services (ERM/SERVICES), Fédération Sportive et Gymnique du Travail (FSGT), Génération Palestine, Ligue des Droits de l'Homme et du citoyen (LDH), Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté - section française (LIFPL), Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP), Mouvement de la Paix, Mouvement International de la Réconciliation (MIR), Mouvement pour une Alternative Non violente (MAN), Pax Christi France, Secours Catholique-Caritas France, Solidarité Internationale pour le Développement et l'Investissement (SIDI), Terre des Hommes France, Union Juive Française pour la Paix (UJPF). **Observateurs :** Action des Chrétiens pour l'Abolition de la Torture (ACAT-France), Afran-Saurel, Agir ensemble pour les droits de l'Homme (AEDH), Amnesty International France, Association Pour Jérusalem, Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID), Collectif judéo-arabe et citoyen pour la Palestine, Fédération Nationale des Francas, Groupe d'Amitié Islamo-Chrétienne (GAIC), Handicap International, Médecins du Monde France, Première Urgence Internationale (PUI), Réseau d'information pour le développement et la solidarité internationale (RITIMO).